

Le pouvoir burundais "satisfait" de la décision de l'UA de ne pas envoyer de troupes

@rib News, 31/01/2016 - Source AFP Le ministre burundais des Affaires Étrangères Alain Aimé Nyamitwe (photo, 3e à partir de la gauche) s'est déclaré "satisfait" de la décision de l'UA de surseoir à l'envoi d'une force de maintien de la paix dans son pays, dimanche à Addis Abeba. "On ressent un brin de satisfaction: les chefs d'État ont compris que il y avait eu un manquement dans la décision. On ne sait même pas pourquoi ils s'étaient empressés de prendre cette décision", a-t-il déclaré à la presse peu après la clôture du 26e sommet de l'UA. [Photo : La délégation burundaise à Addis-Abeba l'après-midi de l'UA à s'entendre sur la déployement de troupes au Burundi]

Les chefs d'Etat africains ont décidé dimanche de prolonger les discussions avec le pouvoir en place au Burundi afin de le convaincre d'accepter le déployement de cette "mission de stabilisation" de 5.000 hommes, dont le principe avait été acté mi-décembre par l'UA. Ils ont ainsi décidé d'envoyer à Bujumbura une "délégation de très haut niveau" pour discuter avec le gouvernement burundais du déployement de la force. On ignore pour le moment la composition de cette délégation. "Je n'ai pas l'impression que les chefs d'État et de gouvernement feront le déplacement juste pour avoir un avis sur une question. Tout le monde est au courant de la position du Burundi. Par contre ils peuvent venir nous rencontrer sur des questions politiques", a ajouté M. Nyamitwe, laissant mal augurer d'un changement de position de Bujumbura sur la mission de l'UA. La décision du président burundais Pierre Nkurunziza, en avril 2015, de briguer un troisième mandat, a plongé son pays dans une grave crise politique. Plus de 400 personnes ont été tuées depuis le début de cette crise, qui a poussé 230.000 personnes à l'exil. La capitale Bujumbura est désormais le théâtre de nombreuses exécutions extrajudiciaires, d'accrochages nocturnes réguliers, tandis que les auteurs d'un coup d'Etat avorté en mai ont promis de renverser le gouvernement par les armes si nécessaire.